REPUBLIQUE DU SENEGAL
SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N° 61253 /SG

- Δ) E C R E T de P R E S E N T A T I O N -

A L'ASSEMBLEE NATIONALE

- d'un projet de loi portant délimitation des Eaux Territoriales de la Zone contigüe et du Plateau Continental au large des Côtes du Sénégal
- d'un projet de loi relative à la Pêche dans les Eaux Territoriales et dans la Zone contigüe au large des Côtes du Sénégal.

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

VU la Constitution ;

VU l'Ordonnance n° 59037 du 31/3/1959 relative aux pouvoirs généraux du Président du Conseil

Δ) E C R E T E :

ARTICLE UNIQUE.- Les projets de loi adoptés en Conseil des Ministres et dont la teneur suit, seront présentés par le Ministre des Transports et Télécommunications qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion./-

Fait à Dakar, le 14 Juin 1961

Mamadou DIA

130055
ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

--:-

Lère LEGISLATURE

--:-

lère SESSION ORDINAIRE 1961

--:-

R A P P O R T

fait

au nom de la Commission des Finances, des Affaires
Economiques, du Développement et du Plan

--:-

sur le Projet de loi n° 47/61/ANS portant délimitation des
eaux territoriales de la zone contigüe et du Plateau
Continental au large des Côtes du Sénégal

par M. Hamet DIOP,

Rapporteur Général.-

Monsieur le PRESIDENT, mes CHERS COLLEGUES,

Dans le cadre du contrôle de la PECHE au SENEGAL, le présent projet de Loi tend à fixer à une distance de 6.000 marins à compter de la laisse de la plus haute mer, les eaux territoriales du Sénégal, disposition conforme à la réglementation internationale en la matière.

Cette mesure doit permettre de réserver l'exclusivité de la pêche dans nos eaux territoriales aux pêcheurs sénégalais et aux pêcheurs étrangers agréés par le Sénégal.

Le présent projet de loi n'a donc pas soulevé d'objection de la part de la Commission des Finances qui vous propose de l'adopter.

HAMET DIOP.-

-:-:-:-:-:-:-:-

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

--:--

150055

L O I Sénégalaise n° 61-^{HB}
relative à la pêche dans les eaux territoriales
et dans la zone contiguë au large des côtes du Sénégal

*****

L'ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL,

après en avoir délibéré,

a adopté dans sa séance du vendredi 16 juin 1961 la loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.- Dans les eaux territoriales, la pêche maritime est réservée aux navires sénégalais ou à ceux ressortissant aux Etats à qui ce droit a été reconnu par convention.

ARTICLE 2.- Le Sénégal se réserve le droit de réglementer la pêche à l'intérieur de la zone contiguë.

ARTICLE 3.- Sans préjudice des sanctions prévues par les textes concernant la police de la navigation, le fait d'être surpris en action de pêche à bord d'un navire étranger à l'intérieur des eaux territoriales sera puni d'une amende de 180.000 à 1.800.000 frs C.F.A. Le Capitaine ou le patron responsable du navire sera considéré comme le co-auteur de l'infraction commise.

Les engins de pêche sont saisis ainsi que le produit de la pêche embarqué à bord du bâtiment.

En cas de récidive, les amendes en question peuvent être doublées.

Les navires étrangers peuvent être retenus dans un port sénégalais jusqu'à versement au Trésor d'un cautionnement dont le montant est fixé par le Ministre chargé de la Marine Marchande, en garantie des amendes prononcées par le Tribunal.

Selon qu'ils sont ou non prohibés, les engins de pêche sont détruits ou vendus, le montant de la vente ainsi que celui du poisson embarqué est versé au Trésor du Sénégal.

Les mêmes sanctions sont applicables aux mêmes personnes qui ne respecteraient pas les règlements sénégalais en matière de pêche dans la zone contiguë.

Dakar, le 16 juin 1961
le Président de séance

DEMBO COLY.-